

6 septembre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les convergences de vue franco-américaines concernant les sujets internationaux notamment la situation en Syrie, à Saint-Petersbourg le 6 septembre 2013.

LE PRÉSIDENT Je voudrais d'abord remercier le Président OBAMA pour la compréhension dont il avait fait preuve. Je venais d'être élu lorsque j'ai annoncé que je retirais les forces françaises d'Afghanistan, plus tôt qu'il n'avait été prévu.

De la même manière, j'ai apprécié le soutien qu'il a apporté à l'intervention française et africaine au Mali. Elle a été déterminante, puisque nous avons pu organiser des élections dans un délai très court, permettant maintenant la transition et que nous avons infligé au terrorisme un coup sérieux.

Nous sommes sur la même position concernant un certain nombre de sujets internationaux et notamment la prolifération. Le Président OBAMA a évoqué l'Iran. Nous travaillons pour qu'il y ait une reprise des négociations et nous voulons croire aux propos qui ont pu être tenus par le Président nouvellement élu en Iran.

Sur la Syrie, nous avons les mêmes principes. Des armes chimiques ont été utilisées, c'est une violation du droit international. Je l'ai dit au G20, comme le Président OBAMA : tous ceux qui étaient présents condamnaient l'usage des armes chimiques. La question était : qui les avait utilisées en Syrie ? Nous avons tous les éléments, des preuves qui vont dans le sens de l'usage des armes chimiques par le régime. Nous devons en tirer les conclusions.

Ne rien faire, ce serait l'impunité, mais surtout le risque de la récurrence, de l'élargissement. Nous avons à prendre nos responsabilités.

Il y a le rapport des inspecteurs qui sera bientôt rendu public. Cela sera un élément de plus pour notre appréciation. Dès et déjà, nous devons constituer une coalition la plus large possible pour prendre les décisions qui paraîtront les plus utiles, efficaces et pertinentes. Y compris pour aller vers la solution politique. Car c'est la pression militaire qui, à un moment, permettra de déclencher le retour vers Genève, c'est-à-dire le lieu où il peut y avoir la solution politique.

Nous devons également nous concerter pour mettre en œuvre l'aide humanitaire indispensable, plus de 2 millions de réfugiés en Turquie, en Jordanie, au Liban. C'est aussi notre responsabilité et nous l'assurons.

Enfin, nous devons travailler pour qu'aux Nations Unies, chacun comprenne ce qui est en train de se jouer. Nous sommes encore dans cette phase-là.

Le Congrès des États-Unis travaille à donner sa réponse. Si je peux dire combien nous sommes solidaires dans cette action, c'est que la France avait, en d'autres circonstances, pris des positions très fermes contre des interventions.

Aujourd'hui, nous sommes liés, l'un à l'autre, pour prendre nos responsabilités, parce qu'il s'agit de la violation d'un droit international, d'armes chimiques qui n'ont pas été cachées, dont on ne saurait pas où elles sont. Ces armes chimiques ont été utilisées par le régime.

C'est de notre responsabilité que d'y mettre un terme.